

Arch. des manuscrits de l'université de Québec
A. Fontaine
UNIVERSITÉ LAVAL

FACULTÉ DE DROIT

LE DOMICILE

THÈSE

Par A. FONTAINE, A. B., L. L. M.



QUÉBEC

IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. COTÉ ET C^{ie}

Rue du Fort, 8

1885

UNIVERSITÉ LAVAL

FACULTÉ DE DROIT

LE DOMICILE

THÈSE

Par A. FONTAINE, A. B., L. L. M.



QUÉBEC

IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. COTÉ ET C^{ie}

Rue du Fort, 8

1885

187252

LE DOMICILE

1. Au point de vue abstrait, le domicile ⁽¹⁾ est le siège juridique d'une personne. C'est le lien qui unit cette personne à un endroit, un territoire. Il est indépendant de tout fait matériel, c'est une pure fiction de la l.i. Il se crée par l'intention et l'habitation, et se conserve par la seule intention.

Il diffère de la résidence. Celle-ci est la demeure actuelle dans un endroit sans intention d'y faire le siège de ses affaires. Elle ne lie pas à tel endroit comme le fait le domicile. Elle résulte de l'habitation à un moment donné tandis que le domicile résulte de l'habitation et de l'intention. On peut avoir plusieurs résidences, on ne peut avoir qu'un seul domicile. On change de résidence quand on le veut, sans formalité, sans intention. La résidence et le domicile n'ont pas non plus les mêmes effets.

Les auteurs sont partagés sur la question de savoir si le domicile appartient au droit public ou au droit privé.

Domat le range dans le droit public. D'après lui ce dernier est l'ensemble des lois appelées lois de l'Etat, et qui règlent le gouvernement, les fonctions publiques, l'administration des charges municipales, la police des villes, en un mot tous les règlements publics. ⁽²⁾ Avec cette défini-

(1) De *domus* et *colo*.

(2) Domat, traité des lois, ch. 2, § 40.

tion le domicile se trouverait de droit public, parce que, dans l'ancien droit, c'était le domicile qui assujettissait aux charges municipales, aux charges publiques, aux honneurs. Mais de nos jours le domicile n'est plus aussi intimement lié au droit public. Les codificateurs du Code Napoléon l'ont traité comme une question de droit privé. (1)

En pratique, la plupart des questions de domicile qui se présentent devant nos cours de justice se rapportent à la procédure ou à l'exercice des droits politiques et civils dans l'Etat. Et à ce point de vue, il semble qu'il vaudrait mieux le ranger dans le droit public, (2) puisque ce dernier est le droit qui concerne les relations des citoyens avec le pouvoir social.

Quoi qu'il en soit, le domicile tient aussi pour beaucoup au droit privé et il est difficile de lui donner une classification bien distincte.

On peut dire qu'il tient au droit public et au droit privé.

Au droit public en ce qu'il faut un domicile dans le pays pour pouvoir devenir sujet britannique et jouir des privilèges attachés à cette qualité. On pourrait contester cette dernière proposition et prétendre que le serment exigé par le statut (3) et par le code (4) pour devenir sujet britannique, n'est qu'un serment de résidence : Mais la loi dit que celui qui voudra se faire naturaliser devra résider ici depuis trois ans *avec l'intention* de s'y établir, or cette intention jointe à l'habitation, constitue un véritable domicile. (5)

(1) Loeré, T. 2, p. 253. Discours du tribun Mouricault.

(2) Laurent, T. 2, p. 90, No. 64.

(3) S. R. B C ch. 8.

(4) Art. 22. § 1.

(5) Naturalisation is neither essential to, nor conclusive of domicile, it is important as evidence of an intention to reside permanently, 45 Law Journal, p. 693.

Le domicile tient au droit privé en ce que chacun peut à son gré le changer, et en ce qu'il est le lieu où l'on exerce ses droits civils.

L'étranger peut avoir un domicile dans le pays pour l'exercice de ses droits civils. (1) Notre code aux articles 25 et 26 le met sur un pied d'égalité avec le sujet britannique sur ce sujet. Il peut acquérir, transmettre, donner, recevoir, poursuivre, être poursuivi, mais quant à l'exercice des droits publics, il en est privé. Il ne peut ni voter ni être élu à aucune charge publique, s'il n'a le domicile voulu et ses lettres de naturalisation.

2. Nous étudierons le domicile dans l'ancien droit et cette partie comprendra 1° le domicile en droit romain, 2° le domicile dans l'ancien droit français.

Puis, dans une deuxième partie, le domicile d'après notre code civil et notre code de procédure.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I.

Droit Romain.

3. Il y avait dans le droit romain une grande relation entre la personne et la loi du lieu qu'elle habitait. C'est pourquoi le domicile y jouit un grand rôle. Les lois concernant cette question ne sont pas toutefois bien nombreuses. Je me suis efforcé de ne pas m'éloigner du texte et de l'esprit de ces lois.

(1) La jurisprudence française a refusé, pendant un temps, un domicile aux étrangers. Mais on en était venu à d'autres idées, quand des lois particulières ont réglé la question.

4. Par domicile on entend le lieu où un individu réside constamment, où il a établi le siège de ses affaires, de sa fortune, de sa famille : “ Et in eodem loco singulos habere domicilium non ambigitur, ubiquis larem ⁽¹⁾ rerum ad fortunarum suarum summam constituit, undè rursus non sit discessurus, si nihil avocet, undè quum profectus est, peregrinari videtur, quod si rediit, peregrinari jam destitit ”. ⁽²⁾ Telle est la description du domicile que l'on trouve au code.

Il faut distinguer en droit romain le droit de cité du domicile. Ils avaient tous deux à peu près les mêmes effets, mais ils ne provenaient pas de la même cause. Le premier s'acquerrait par la naissance, l'adoption, l'affranchissement, ⁽³⁾ le second procédait de la volonté libre et du fait de l'habitation.

La résidence n'avait pas les effets du domicile. Elle ne le faisait pas perdre, ⁽⁴⁾ ainsi, par exemple, celui qui possédait une maison dans une ville et qui y résidait momentanément, ne perdait pas pour cela son ancien domicile. ⁽⁵⁾ De même aussi l'étudiant pouvait demeurer dans une ville pendant un grand nombre d'années sans y acquérir de domicile, parce qu'il ne restait là que temporairement pour parfaire ses études, et qu'il gardait toujours l'intention de retourner dans ses foyers ⁽⁶⁾.

5. Il fallait, il est vrai, l'intention pour acquérir le domicile, mais cela ne suffisait pas : “ Domicilium re et facto

(1) On conservait l'effigie des dieux Lares dans un petit sanctuaire bâti à cette fin et appelé *lararium* ; et l'on était censé avoir son domicile où l'on avait ses lares.

(2) Cod. L. 10, tit. 39, L. 7.

(3) C. L. 10. Tit. 39. L. 7.

(4) Dig. L. 50. Tit. 1. L. 31.

(5) C. L. 10. Tit. 39. §§ 3 et 4. ; Dig. L. 50. Tit. 1. L. L. 22 et 27.

(6) C. L. 10. Tit. 39. L. 2. D'après une loi d'Adrien, ce n'était qu'après dix ans de demeure constante qu'on pouvait considérer l'étudiant comme domicilié à tel endroit.

transfertur, non nuda contestatione." A l'intention de faire sa principale demeure, il fallait joindre le fait matériel de l'habitation. (1) Ainsi l'a décidé Paul contre ceux qui, pour se soustraire aux charges municipales, déclaraient être domiciliés dans une ville qu'ils n'habitaient pas (2).

C'est donc par l'intention de demeure constante et par l'habitation que s'établissait le domicile.

6. La plus grande liberté était laissée aux personnes dans le choix du domicile. Chacun pouvait établir le sien où bon lui semblait. On était si rigoureux sur ce point, que celui qui dans son testament légnaît ses biens à son héritier, à condition qu'il habitât tel endroit, (*uti in illa civitate domicilium habeat*) établissait une condition que l'on considérait comme nulle (3). Il n'y avait que le prince qui avait le droit de défendre à une personne de s'établir en un endroit quelconque (4) ou de décider que le domicile d'une personne serait en tel endroit. C'est ainsi que, par exemple, il y avait des lois fixant le domicile du soldat, du sénateur, etc.

7. Pouvait-on avoir plusieurs domiciles en droit romain ? On ne peut en douter, quoique la chose fut excessivement rare. Les textes de lois sont positifs. Une personne pouvait avoir son domicile dans différentes villes, si elle partageait l'ensemble de ses affaires entre ces villes, et si elle habitait alternativement les unes et les autres. La question toutefois avait été pendant longtemps discutée par les jurisconsultes. Labéon enseignait que celui qui partageait ainsi ses affaires,

(1) Dig. L. 50. Tit. 1. L. 20.

(2) Les charges municipales étaient une véritable imposition.

(3) Dig. Liv. 35. Tit. 1. L. 71. § 2.

(4) Dig. L. 48. Tit. 22. L. 7. § 10.

et qui habitait tantôt une ville et tantôt une autre, n'avait pas de domicile ⁽¹⁾. Mais Paul était, au contraire, d'opinion qu'en ce cas on avait plusieurs domiciles ⁽²⁾, et c'est la doctrine qui avait fini par prévaloir.

Pouvait-il se présenter des cas d'individus sans domiciles ? Oui. Par exemple, Primus a abandonné son domicile et il voyage pour s'en chercher un autre : dans l'intervalle qui s'écoule, entre l'abandon de son ancien domicile et l'adoption d'un nouveau, il se trouve à n'en avoir aucun. ⁽³⁾. De même celui qui voyagerait constamment, sans s'arrêter dans un lieu de préférence à un autre, n'aurait pas de domicile, puisqu'il n'a ni l'intention de résidence, ni l'habitation voulues pour s'en créer un.

8. *Effets du domicile*.—Quant à ses effets, il est bien important de distinguer le domicile du droit de cité. Ils avaient tous les deux à peu près les mêmes effets, mais ils ne provenaient pas de la même cause. Le premier (*origo*), s'acquerrait par la naissance, l'adoption et l'affranchissement ⁽⁴⁾, le second procédait du consentement libre et du fait de l'habitation ⁽⁵⁾.

Ils avaient tous deux pour effet de rattacher à un territoire, à une commune urbaine. Ils avaient aussi d'autres effets communs, mais comme nous ne nous occupons que du domicile, nous ne considérerons que les effets de ce dernier. Ils peuvent se classer comme suit : 1° Assujettissement aux charges municipales. 2° Détermination de

(1) Dig. Liv. 50. Tit. 4. L. 5.

(2) Ibid.

(3) Dig. Liv. 50. Tit. 1. L. 27. § 2.

(4) C. Liv. 10. Tit. 39. L. 7.

(5) Savigny, V. 8, p. 64.

la juridiction. 3^o Droit particulier d'une ville comme attribut de la personne ⁽¹⁾.

1^o *Assujettissement aux charges municipales.*—Il s'agit ici des charges publiques que l'on appelle aussi en droit romain des charges civiles (*civilia munera* ⁽²⁾) et des dignités. Du moment que l'on avait son domicile dans un endroit, on était obligé d'accepter ces charges ⁽³⁾, car toutes deux (les charges et les dignités) étaient considérées comme charges municipales. Et même, si l'on avait son domicile dans plusieurs villes, il fallait supporter ces charges partout où l'on était domicilié ⁽⁴⁾, ce qui pouvait devenir très onéreux. Il est vrai qu'en ce cas on obtenait assez facilement du prince des exemptions de charges ⁽⁵⁾.

2^o *Détermination de la juridiction.*—Le principe fondamental, en ce cas, est que tout procès doit être porté devant la juridiction du défendeur ⁽⁶⁾. Or, la juridiction du défendeur se trouve dans la ville où il a son domicile, et aux magistrats de laquelle il doit obéissance. Mais comme on peut avoir plusieurs domiciles, on peut alors être indifféremment cité dans toutes les villes où l'on est domicilié ⁽⁷⁾. C'est comme pour les charges municipales.

3^o *Droit particulier d'une ville comme attribut de la personne.*—Toute personne appartient à un droit déterminé : celui du lieu de son domicile. Ainsi, par exemple, on avait

(1) A moins, toutefois, que la personne eut un droit de cité différent de son domicile. Alors, comme le droit de cité était supérieur au domicile, c'est lui qui déterminait le droit. Savigny, L. 8. § 337.

(2) Cod. L. 40. Tit. 42. L. 4.

(3) Dig. L. 50. Tit. 4. L. 3. §§ 2, 3, 15, 17.

(4) Dig. L. 50. Tit. 1. L. 22. § 2.

(5) Cod. L. 10. Tit. 44.

(6) Cod. L. 3. Tit. 13. §. 2.; id. Liv. 3. Tit. 19.

(7) Dig. L. 50. Tit. 1. L. 29.

décidé que les latins devraient suivre les lois d'usure de Rome, parce que les défendeurs demeuraient dans cette dernière ville et que les étrangers (*peregrini*) ne pouvaient tester comme les citoyens romains (1).

9. *Espèces de domiciles*.—D'après ce que nous avons vu plus haut, on peut voir que le domicile peut se diviser en domicile de droit et en domicile de fait.

SECTION 1.—*Domicile de droit*.—C'est celui qui est attribué par la loi à certaines personnes, à cause de leur fonction, ou à cause de leur incapacité d'avoir une intention, ou à cause de leur état de dépendance vis-à-vis d'autres personnes. On pourrait aussi appeler ce domicile *relatif*, parce qu'il résulte des relations qui existent entre deux personnes (2). Voici les principaux cas de domiciles fixés par la loi :

1° La femme mariée a pour domicile celui de son mari, aussitôt qu'elle est mariée (*quando nupta est*) (3). Si elle devient veuve, elle a le droit de s'en constituer un nouveau, mais elle garde en attendant celui que son mari avait (4). Si elle se remarie, elle a pour domicile celui de son second mari (5).

Le mariage ne donnait le domicile à la femme qu'en autant qu'il était accompli, les simples fiançailles n'avaient pas cet effet (6).

2° Les enfants légitimes ont, au moment de leur naissance, le domicile du père. Mais ils pouvaient plus tard

(1) Savigny. V. 8, p. 80 et 83.

(2) Savigny, V. 8, p. 65.

(3) Dig. L. 50. Tit. 1, L. 38. § 3, et Cod. L. 10. Tit. 39, L. 9.

(4) Dig. Liv. 50. Tit. 1. L. 22. § 2.

(5) Cod. L. 10. Tit. 39. L. 9.

(6) Dig. L. 50 Tit. 1. L. 32.

changer ce domicile et s'en choisir un à leur gré ⁽¹⁾. L'enfant naturel avait le domicile de la mère.

3° Les sénateurs avaient leur domicile à Rome (*in sacratissima urbe*) ⁽²⁾, mais ils ne perdaient pas celui qu'ils avaient avant leur nomination.

4° Le soldat a son domicile là où il sert, le relégué dans l'endroit où il est relégué ⁽³⁾.

SECTION 2° *Domicile de fait*.—C'est celui que nous avons défini au commencement de ce chapitre.

CHAPITRE II.

Ancien droit français.

10. Dans l'ancien droit français les questions de domicile avaient une importance qu'elles n'ont plus de nos jours : elles se rapportaient à presque toutes les parties du droit civil. Le territoire français était régi par une infinité de coutumes locales opposées les unes aux autres sur nombre de points ; par exemple : sur la faculté de tester, les conventions matrimoniales, la majorité, le droit d'ainesse, la représentation, les fiefs, le douaire coutumier, les donations, les prescriptions, les retraits lignagers, etc. Il arrivait à tout propos qu'il fallait établir avec exactitude le domicile de l'époux, du père, de la mère, du testateur, etc ⁽⁴⁾.

11. Les auteurs de l'ancien droit définissent le domicile comme étant le lieu où l'on a son principal établissement

(1) Dig. L. 50. Tit. 1. LL. 3, 4, 17, § 11.

(2) Cod. L. 10. Tit. 30. L. 8.

(3) Dig. Liv. 50. Tit. 1. L. 23. § 1. et id. L. 22. § 3.

(4) Toullier T. 1, p. 242, No. 365.

et où l'on paie les charges publiques personnelles ⁽¹⁾. C'est à peu près la définition du domicile du droit romain.

Le domicile s'établissait par l'habitation réelle avec l'intention de faire son principal établissement.

12. *Effets du domicile*.—Comme en droit romain le domicile, dans l'ancien droit, avait pour effet d'assujettir aux charges municipales ⁽²⁾, de déterminer la juridiction et de donner le droit particulier d'un endroit.

Celui qui était appelé à une charge municipale devait être domicilié dans l'endroit ⁽³⁾. Celui qui avait transféré son domicile en était exempté, pourvu toutefois que le changement de domicile eut été réel et non pas seulement dans le but de s'exempter cette charge ⁽⁴⁾.

Les successions mobilières seules se réglaient suivant la coutume du lieu où le défunt avait son domicile à sa mort ⁽⁵⁾.

Les dettes mobilières, actives et passives, et les rentes constituées à prix d'argent, se réglaient par la loi du domicile du créancier ⁽⁶⁾.

Le domicile d'un an et un jour dans une ville donnait le droit de bourgeoisie et les privilèges attachés à ce droit.

Le domicile avait parfois pour effet d'exempter de la tutelle. Si, par exemple, la situation du domicile était telle qu'elle rendait trop dure l'administration des biens du

(1) Argou, t. 1, p. 90. Pothier, Int. aux Cout., p. 3. Ferrière vo. domicile.

(2) Domat Liv 2. Tit. 16. S. 4. § 25.

(3) Domat L. 2. Tit. 16. S. 4. § 25.

(4) Ibid

(5) Ferrière vo. domicile.

(6) Ferrière vo. domicile.

mineur. Mais en général la diversité du domicile n'était pas une excuse pour le tuteur (1).

Dans les actions personnelles, dans les actions dites *in rem scriptæ*, en restitution de l'entier, pour retrait lignager, il faut poursuivre devant le tribunal du domicile du défendeur (2).

13.—*Divisions*.—On peut distinguer ici aussi le domicile de fait et le domicile de droit.

SECTION 1.—*Domicile de fait*.—C'est celui que nous avons défini au No. 11.

Ce domicile était en certains cas régi par des lois particulières. Nous allons examiner successivement les principaux cas qui peuvent se présenter :

1° *Domicile conventionnel*.—C'est celui que les parties peuvent élire de consentement mutuel, pour un acte déterminé (3).

2° *Domicile quant au mariage*.—C'est celui où le mariage peut être célébré et où les publications de bans doivent avoir lieu.

Le mariage devait être célébré par le curé du domicile des parties ou son représentant. Ce domicile s'établissait par une résidence d'au moins six mois (4). Ces six mois suffisaient pour établir le domicile de celui qui ne venait pas d'un autre diocèse. En ce dernier cas, il fallait une résidence d'un an (5).

(1) Domat Vol. 1. Tit. 2. S. 5. § 26.

(2) Ferrière vo. domicile. Edits et Ord. Vol. 1, p. 110 et suiv. arts III, VII, VIII et IX.

(3) Ferrière vo. domicile.

(4) Ferrière, *ibid*.

(5) Ferrière vo. dom. req. pour le mariage.

Ce domicile s'établit même si l'on n'a pas l'intention de faire son principal établissement. La simple résidence suffit.

Ceux qui n'avaient pas de domicile fixe ne pouvaient se marier qu'en obtenant de l'autorité compétente une dispense de domicile.

3° *Domicile en matière de taille.*—C'est le lieu où l'on a sa résidence le premier octobre ⁽¹⁾. Les tailles étaient imposées à ceux qui habitaient un endroit à cette époque de l'année, parce qu'alors on était censé avoir recueilli tous ses fruits. Pour s'en exempter, il fallait avoir fait publier au prône avant ce jour l'intention que l'on avait de laisser la paroisse ⁽²⁾.

SECTION 2. — *Domicile de droit.*—14. C'est celui qui est fixé par la loi elle-même en un endroit déterminé. Voici ses principales sub-divisions :

1° *Domicile de la femme mariée.*—C'est celui du mari. La femme qui devient veuve le conserve tant qu'elle ne s'en est pas choisi un autre. Un nouveau mariage lui donne le domicile de son nouveau mari ⁽³⁾.

Les simples fiançailles n'avaient pas pour effet de donner domicile à la fiancée ⁽⁴⁾.

2° *Domicile du mineur.*—Le mineur conservait le domicile de son père jusqu'à sa majorité. Les tuteurs ne pouvaient changer le domicile de leurs pupilles. L'ordre des succes-

(1) Jour de la St. Rémi.

(2) Ferrière vo. dom.

(3) Domat, L. 2, tit. 16, s. 3, § 11.

(4) Domat, L. 2, tit. 16, s. 3, § 18.

sions mobilières était réglé par la loi du domicile et on l'aurait troublé en le changeant (1).

Il y avait toutefois un cas où le mineur pouvait changer de domicile, c'est lorsqu'il se mariait dans un lieu autre que celui du domicile de son père. Alors les conventions matrimoniales suivaient les lois du lieu où le mariage avait été célébré. On était censé se soumettre à la loi du lieu où l'on avait contracté (2).

Le mineur pouvait encore changer son domicile lorsqu'il était pourvu d'un emploi inamovible, exigeant perpétuelle résidence. De même s'il faisait commerce avec le consentement de ceux sous la puissance de qui il se trouvait (3).

La majorité étant fixée à 25 ans, ce n'était qu'alors que l'enfant pouvait à son gré changer son domicile.

3° *Domicile du seigneur.*—Le principal manoir d'un fief était le domicile légal du seigneur et du vassal pour la signification des actes provenant des droits attachés au fief, et ce parce que les droits de fiefs étant des droits réels étaient censés dus par la chose à la chose. La même règle s'appliquait au principal manoir d'un bénéfice (4).

4° *Domicile de dignité.*—C'est l'endroit où le fonctionnaire a sa charge. Ce domicile ne changeait pas le domicile ordinaire et il n'avait d'effet que pour ce qui concernait la fonction (5).

(1) Cette opinion n'était pas partagée par tous les légistes. C'est celle de Pothier, int. aux cout. p. 6, No. 17.

(2) Argou t. 1, p. 92.

(3) Pothier, int. aux cout. p. 6, No. 16.

(4) Ferrière vo dom. légal.

(5) Ibid.

DEUXIÈME PARTIE.

TITRE I^{er}

(CODE CIVIL.)

CHAPITRE I.

Du domicile en général.

15. Nous entrons maintenant dans la partie importante pratiquement, de notre sujet. Ce qui précède n'est, pour bien dire, qu'une introduction, introduction qui peut avoir pour effet de mieux faire comprendre le droit actuel.

Nos législateurs n'ont pas apporté de changements bien importants sur la matière. Toutefois le domicile de notre code n'est pas identiquement celui du code Napoléon, de l'ancien droit et du droit romain. Nous noterons les différences à mesure qu'elles se présenteront.

16. Voici les articles du code civil qui ont rapport à notre sujet : (1)

79. Le domicile de toute personne quant à l'exercice de ses droits civils est au lieu où elle a son principal établissement.

80. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y faire son principal établissement.

81. La preuve de l'intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

Après avoir parlé de la jouissance et de la privation des droits civils, après avoir donné les moyens de faire la

(1) C. C., L. 1^{er}, T. III.

preuve de l'état civil, le code aborde notre question du domicile. On ne pouvait faire de lois relatives aux personnes, sans traiter ce sujet, vu la grande relation établie entre la personne et le lieu qu'elle habite.

On rattache toute personne à un lieu déterminé, afin que l'on sache où s'adresser à elle.

Le domicile est une pure fiction de la loi, il est indépendant de la maison, de la construction matérielle : "Le domicile est *au* lieu du principal établissement," dit le code, et non pas *le* lieu. Il est aussi parfaitement différent de la résidence et il n'a pas les mêmes effets, ainsi que nous l'avons vu précédemment.

L'article ajoute : "Quant à l'exercice de ses droits civils," ceci est pour nous indiquer qu'il peut y avoir d'autres droits donnant un autre domicile, par exemple, les droits politiques qui pourraient donner un domicile politique. Mais il n'entrait pas dans le cadre des attributions de nos législateurs de déterminer ce dernier domicile.

Le domicile de l'article 79 est donc limité aux droits civils des parties.

17. Qu'entend-on par *principal établissement* ? — Il est évident que ce terme doit être pris dans son sens le plus large possible. Il n'a pas ici le sens restreint qu'on donne au mot établissement dans le langage ordinaire. Ainsi, un rentier, v. gr. n'a pas, à proprement parler, d'établissement dans le sens que l'on donne ordinairement à ce mot, mais il a son domicile néanmoins ⁽¹⁾.

(1) Maroadé 1. p. 238, No. 813.

Le principal établissement c'est la résidence principale et permanente, le siège des affaires, de la fortune, de la famille (1).

La loi ayant appliqué le mot *principal* au mot *établissement*, il suit de là que l'on ne peut avoir qu'un seul domicile, contrairement à ce qui était décidé en droit romain. Les codificateurs du code Napoléon étaient divisés sur cette question, mais la règle telle que nous l'avons a prévalu (2).

Tout notre système de loi d'ailleurs démontre que le domicile ne peut être multiple : " L'ouverture de la succession est déterminée par *le* domicile," la " tutelle est conférée par le tribunal *du* domicile, etc., etc " (3).

18. Toute personne est présumée avoir un domicile, même celle qui n'a pas d'établissement. Notre code ne fait d'exception pour personne. Voilà la loi : si elle est claire comme principe, en pratique il peut se présenter bien des cas où il est presque impossible d'assigner un domicile à une personne ; il y a, par exemple, les vagabonds auxquels il est difficile souvent de trouver un domicile.

Tous les auteurs s'accordent à dire que l'on garde son domicile d'origine, tant que l'on n'a pas manifesté l'intention de s'en choisir un autre : " Dans le doute, dit Merlin, le domicile d'origine est celui qui obtient la préférence ; car pendant qu'on paraît encore attaché au premier endroit que l'on a habité, il est à présumer que le vrai domicile y est toujours fixé " (4).

(1) Poth. int. aux cout., p. 4 ; 1 Toullier, No. 371.

(2) Laurent, T. 2, p. 98, No. 69.

(3) Bioche v. 3, vo domicile, No. 50. Un jugement donnant deux domiciles à une personne a été renversé en appel.

(4) Rép. vo dom. p. 2. A man having acquired a domicile of choice, may put an end to it, without it being incombent on him to acquire another domicile of choice, because his domicile of origine thereupon becomes his domicile. 45, Law Journal, p. 693. Aussi 11, L. C. J., p. 260.

Mais, en certains cas, ce domicile d'origine est insuffisant : si v. gr. il n'y a pas de domicile d'origine, si l'individu est né à l'étranger. En pratique il ne sera pas toujours aisé de fixer le domicile d'une manière certaine. Nous verrons plus loin, quand nous parlerons du domicile de succession, des cas où il est difficile de dire où est le domicile. Le principe reste toujours le même, mais son application est parfois presque impossible.

Une autre preuve du principe que toute personne est censée avoir un domicile est dans le fait que le code ne parle pas de l'*établissement*, de l'*acquisition* du domicile mais seulement de la manière de le *changer*. Ce mot *changement* (art. 80) implique *perte* ou *abandon* d'un domicile primitif.

19. Comment le domicile peut-il se changer ? Par l'intention et par le fait de l'habitation, comme en droit romain.

L'intention résultera de tout fait démontrant que l'on veut prendre tel lieu pour son principal établissement : comme par exemple le transport de son commerce en telle ville, l'acceptation d'un emploi permanent, le transport dans un endroit de ce que l'on a de plus précieux, en un mot tout ce qui peut indiquer *l'animus manendi*.

L'intention "résulte des déclarations de la personne et de circonstances", dit l'article 81. Ceci se réduit à dire que la preuve de l'intention se fait en la manière ordinaire. Cet article est tiré des arts. 104 et 105 du code Napoléon où l'on dit : " La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse faite tant à la municipalité du lieu qu'on quittera qu'à celle du lieu où l'on aura transféré son domicile," (104 C. N.) A défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances." (105 id.)

Dans le droit français une déclaration expresse étant requise, il suit qu'elle doit être preuve décisive. Chez nous la loi ne requiert aucune telle déclaration. Les *déclarations* dont parle notre code sont celles que l'on peut faire dans un témoignage, dans un acte authentique, mais elles ne constituent que des présomptions qu'une preuve évidente du contraire mettrait à néant (1).

L'habitation réelle doit se joindre à cette intention. Il ne suffit pas d'avoir *voulu* établir son domicile à telle place, il faut de plus que l'on démontre physiquement, pour ainsi dire, extérieurement, qu'on l'a voulu ainsi. Le législateur a exigé cela pour prévenir toute injustice, toute erreur, toute fraude. Sans cette disposition il eut toujours été facile à une personne de dire qu'elle avait toujours eu l'intention d'établir domicile à Rimouski, quand v. gr. elle aurait été poursuivie à Québec.

On ne peut s'acquérir un nouveau domicile que par l'intention et l'habitation, mais on le conserve par la seule intention. La cause de Conolly vs. Woolrich et Johnson et al, rapportée au 11ème L. C. J. p. 197, nous en offre une preuve frappante. Conolly le demandeur, né à Lachine y demeura jusqu'à l'âge d'environ seize ans. A cet âge il se rendit dans les territoires du Nord-Ouest où il résida près de trente ans, après quoi il revint en Bas-Canada. Il fut décidé en cette cause, par le savant juge Monk que Conolly n'avait jamais perdu son domicile de Lachine, attendu qu'il avait toujours eu l'intention de retour : " It will be remembered, dit le juge, that laps of time does not alter the case, when there is a constant, a persistent intention to return and no intention to remain."

(1) Loranger, Com. C. C., V. 1. p. 434. No. 320.

20. Effets du domicile.—1° Comme nous l'avons vu, le domicile donne le droit de se faire naturaliser, s'il a duré trois ans.

2° Il supplée la personne. Ainsi, par exemple, une signification faite au domicile d'une personne, vaut généralement une signification qui lui serait faite personnellement. Dans certains cas de procédures rigoureuses, la signification personnelle est requise, mais c'est une exception à la règle générale.

3° Le domicile détermine la compétence du juge. Ainsi v. gr., il faut assigner un défendeur au tribunal de son domicile en certains cas (1).

4° Il détermine quelles lois régissent les meubles (2).

5° L'état et la capacité des personnes (3).

6° Le lieu d'ouverture des successions.

7° Où devront se faire les publications de bans, et où le mariage devra être célébré.

8° Où le paiement d'une dette devra se faire, etc.

Ce n'est plus comme en droit romain, le domicile qui assujettit aux charges municipales. Et comme nous avons une législation uniforme pour toute la province, le domicile ne donne pas à l'individu un droit particulier.

21. *Divisions*.—La loi pour déterminer le domicile s'est basée tantôt sur des présomptions, tantôt sur des faits qu'il faut prouver. Elle a déterminé le domicile de certaines personnes en se basant sur des présomptions d'intention,

(1) C P C. 34 ; Poth. Proc-civ. p. 18.

(2) C. C. Art. 6.

(3) *Ibid.*

elle laisse aux autres la plus entière indépendance dans le choix de leur domicile.

A ce point de vue, on peut distinguer deux espèces de domicile. 1° Domicile de droit. 2° Domicile de fait.

Par domicile de droit, nous entendons celui que la loi donne à certaines personnes, v. gr., au mineur, à la femme mariée.

Par domicile de fait nous entendons le domicile dont parle notre article 79 et qui est au principal établissement.

Nous ne faisons cette distinction que pour rendre notre sujet plus clair. Ces deux domiciles, pouvaient autrefois exister simultanément ainsi que nous l'avons vu : aujourd'hui la chose ne peut plus se présenter.

Le domicile de droit peut se subdiviser comme suit : 1° Domicile du mineur. 2° Domicile de la femme mariée. 3° Domicile du majeur interdit. 4° Domicile des serviteurs et domestiques.

Le domicile de fait est, en certains cas, soumis à des lois différentes les unes des autres et à ce point de vue on peut le subdiviser comme suit : 1° Domicile ordinaire. 2° Domicile des fonctionnaires. 3° Domicile de succession. 4° Domicile des corps juridiques. ⁽¹⁾ 5° Domicile du paiement. 6° Domicile élu. 7° Domicile quant au mariage.

Nous allons traiter successivement chacune de ces divisions.

(1) Ce domicile pourrait plutôt s'appeler *mixte* parce qu'il peut être de *droit* si v. gr. il est fixé par statut, et de *fait* au cas contraire.

CHAPITRE II.

Domicile de droit.

SECTION 1.—*Domicile du mineur.*—22. “ Le mineur non émancipé, dit l'article 83 C. C. a son domicile chez ses père et mère ou tuteur.”

La loi supplée ici à l'intention. Le mineur ne pouvant avoir l'intention d'avoir un principal établissement, le code détermine l'endroit où tel établissement sera. Il se base pour cela sur ce que serait probablement l'intention du mineur, si elle pouvait exister. Il suit le sentiment naturel qui nous attache au lieu où vivent nos père et mère, les personnes qui nous sont chères, ou qui ont quelque autorité sur nous.

L'article ne parle que du mineur *non émancipé* ; celui qui le serait soit par mariage soit par sentence de cour, aurait en conséquence droit de se choisir, à son gré, un domicile.

Si le père meurt, le mineur aura le domicile de sa mère, si elle est nommée tutrice, ou si aucun tuteur n'est nommé. Mais si, à la mort du père, un tuteur étranger est nommé, où sera alors le domicile du mineur ? Notre article n'a pas prévu ce cas spécialement, il dit que le mineur aura son domicile chez ses père, mère *ou* tuteur. Je crois qu'en ce cas le mineur aura son domicile chez son tuteur puisque c'est lui qui est chargé de la personne de son pupille, qui doit prendre soin de ses biens, les administrer, les faire fructifier, etc, c'est bien véritablement à sa demeure que se trouve le principal établissement du mineur et s'il pouvait avoir une intention, il ne se choisirait pas un autre domicile (1).

(1) Marcadé V. 1. p. 246. No. 323. *Contra* le juge Loranger V. 1. p. 454. Nos. 340, 341, 342.—L'ancien droit français.

Il est vrai qu'en ce cas dans l'ancien droit français, on assignait à l'enfant le domicile de la mère, et que cette autorité doit être pour nous d'un grand poids. Mais dans l'ancien droit il y avait une raison qui ne peut pas se rencontrer aujourd'hui. Alors le mineur conservait jusqu'à majorité le domicile de son père, ainsi que nous l'avons vu. Il y avait à cela une raison d'ordre public; un changement de domicile impliquait presque toujours un changement de droit, dont le mineur aurait pu souffrir. Comme chez nous pareille raison n'existe pas, il nous reste pour décider le cas la règle générale qui veut que le domicile soit au *lieu* du principal établissement.

Il est vrai qu'il s'agit d'un cas de domicile fixé par la loi ; mais le législateur s'est basé sur l'intention probable du mineur pour le déterminer et l'intention probable ici est que le mineur voudrait se fixer où sont ses intérêts.

23. L'article 323 du C. C. dit que le mineur qui fait commerce est réputé majeur pour les fins de son commerce ; il suit de là que le mineur peut avoir un domicile pour ses affaires tout comme un majeur.

24. Où le mineur orphelin de père et de mère, qui n'a pas de tuteur, aura-t-il son domicile ? Ce sera au domicile de celui des deux qui sera décédé le dernier, car c'est la doctrine de tous les auteurs que le domicile d'origine ne se perd que lorsqu'on a l'intention de le changer ⁽¹⁾.

L'enfant naturel reconnu par le père et la mère a son domicile chez son père. S'il est reconnu par un seul c'est chez celui-ci qu'il aura son domicile ⁽²⁾.

(1) Dalloz, J. G., V. I., art. 108, No. 49.

(2) Bioche 3, vo dom. No. 105.

Si aucun des deux ne veut le reconnaître, l'enfant naturel aura son domicile à l'hospice, ou chez la personne qui en prendra soin (1). La loi présument toujours l'intention probable, on ne peut pas en supposer d'autres que celles que nous avons énoncées dans les cas que nous venons de voir.

Le mineur en tutelle a son domicile chez son tuteur quoiqu'il puisse résider ailleurs, car la résidence seule, ne constitue pas le domicile.

Mais comment décider le cas où, le tuteur étant décédé, il faut nommer un nouveau tuteur ? Devant quel tribunal le conseil de famille devra-t-il être convoqué ? Devant le tribunal du domicile qu'avait l'ancien tuteur avant son décès, car, comme c'est là que la tutelle a été administrée, c'est là par conséquent que le mineur a tous ses intérêts (2).

SECTION 2.—*Domicile de la femme mariée.*—25. “ La femme non séparée de corps n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.” (c. c. art. 83.)

Le législateur ne pouvait pas, ne devait pas supposer à la femme mariée l'intention d'avoir son domicile ailleurs qu'avec son mari. C'est une conséquence naturelle du lien qui l'unit, de l'affection qu'elle est censée lui porter, et de l'état de dépendance dans lequel elle se trouve.

Ce domicile, comme tous les domiciles de droit, s'établit sans habitation réelle, sans intention. La femme mariée le conservera tant que le mariage subsistera, ou au moins tant que la séparation de corps n'aura pas été prononcée.

(1) Dalloz, J. G. V. I., art. 108, Nos. 51, 52, 53.

(2) Dalloz, J. G. Art. 110, No. 3.

Elle ne pourrait, par aucun moyen, s'en constituer un autre, même si elle délaissait le domicile conjugal avec cette intention ⁽¹⁾.

Le code Napoléon (art. 108) est moins explicite que le nôtre. Il se contente de dire que la *femme mariée* n'aura pas d'autre domicile que celui du mari. Certains auteurs prétendent, qu'en droit français, la femme même séparée de corps conserve le domicile de son mari ⁽²⁾. Mais les plus accrédités sont d'une opinion contraire ⁽³⁾.

26. Le mari qui poursuit sa femme en séparation de corps peut l'assigner valablement à son propre domicile, alors même qu'elle l'aurait délaissé depuis longtemps ⁽⁴⁾. C'est d'ailleurs le principe de l'article 67 du C. P. C.

La résidence provisoire assignée à la femme pendant l'instance en séparation de corps, conformément à l'article 201 du C. C., est-il un domicile ordinaire ? Il ne peut l'être que pour les fins de l'action en séparation de corps. On conçoit facilement que cette résidence ne soit pas un domicile pour les tiers qui ne sont pas censés savoir qu'elle a été fixée, et qui pourraient par là subir des injustices ⁽⁵⁾. Il a même été jugé en France que l'on pourrait signifier copie de l'appel du jugement accordant la séparation de corps au mari, au domicile de ce dernier ⁽⁶⁾.

27. D'après l'article 179 de notre code, la femme marchande publique peut s'obliger, sans l'autorisation de son mari, pour ce qui concerne son négoce. Elle a donc droit

(1) Dalloz, Dict. de jurisp. vo dom. No. 33.

(2) Merlin, rep. de jurisp. Vol. 17, p. 18.

(3) Toullier, I, No. 363; Duranton I, No. 362.

(4) Dalloz Dict. de jurisp. vo dom. N. 33; C. P. C. 35 et 67.

(5) Dalloz, J. G. Art. 108, No. 10.

(6) Dalloz, J. G. Art. 108, No. 9.

d'avoir pour les fins de son commerce au moins un domicile particulier. C'est une conséquence nécessaire de la règle. Si elle peut être marchande, si elle peut faire un négoce, il faut que pour cette fin, elle ait le droit d'avoir un domicile (1).

23. La femme dont le mari est interdit, pour démence ou folie, se trouve dans la position du chef de famille, si elle est nommée curatrice de son mari. Elle en a par conséquent tous les droits. Elle peut donc s'établir un domicile, le changer à son gré (2). Il peut paraître étrange que la femme en ce cas puisse avoir un domicile particulier, quand la loi dit qu'elle n'en aura pas d'autre que celui de son mari. (Art. 83). Mais elle est en ce cas assimilée au tuteur qui détermine le domicile du pupille (3). D'après l'art. 343 du code civil, " le curateur à l'interdit pour imbécillité, démence ou fureur, a sur la personne et les biens de cet interdit tous les pouvoirs du tuteur sur la personne et les biens du mineur. "

Quand c'est un étranger qui est nommé curateur au mari, la femme retombe dans la règle générale, elle suit le domicile du mari, qui en ce cas sera celui du curateur (4). C'est en vain que l'on prétendrait que le curateur ne peut en ce cas forcer la femme à résider à son domicile, qu'il n'a pas droit à la jouissance maritale. On peut toujours répondre avec Demolombe (5) que la résidence n'est pas une condition nécessaire du domicile. Le domicile de la

(1) Les codes français annotés, Art. 108, p. 34; Dalloz, J. G. Art. 108, § o. 35; Bioche 3, vo. dom. No. 81.

(2) Dalloz, J. G. Art. 108, Nos. 38 et 41.

(3) Loranger, Vol. 1, p. 451, No. 336.

(4) Dalloz, J. G. Art. 108, No. 41; Loranger, T. 1, p. 452, No. 337.

(5) T. 1, No. 363. Toutefois ce point est controversé. Contra. 2 Laurent No. 99.

femme mariée est une pure abstraction de la loi, indépendant de tout fait matériel.

29. La femme dont le mari est décédé, reprenant une individualité propre à un domicile à elle-même comme les autres majeurs. C'est pourquoi il serait irrégulier de désigner une veuve comme épouse de feu X. en son vivant de Lévis ; puisqu'elle a un domicile propre c'est celui-là qu'il faudrait désigner ⁽¹⁾.

30. Celui qui est condamné à une peine emportant mort civile, perd son droit au domicile. Sa femme pourra par conséquent en avoir un particulier, car le mariage est dissout pour l'avenir, quant aux effets civils ⁽²⁾. Or c'est un des effets civils du mariage de donner un domicile à la femme.

31. L'interdit pour cause de prodigalité conserve son domicile et sa femme le suit. Il conserve la libre disposition de sa personne. On l'a toujours décidé ainsi dans l'ancien droit et dans le droit nouveau ⁽³⁾

SECTION 3.—*Domicile du majeur interdit.*—32. “ Le majeur interdit pour démence a le sien (son domicile) chez son curateur.” Cod. Civ. Art. 83.

Celui qui est en démence étant incapable d'avoir une intention valable pour acquérir un domicile, la loi voit à lui en donner un afin qu'il ne s'en trouve pas privé.

Ce domicile est absolu et l'interdit ne peut le perdre que s'il revient à la raison.

(1) Dalloz, J. G. p. 106, art. 108.

(2) C. C. Art 36, § 7.

(3) Dalloz J. G. art. 103, No. 72.

Il paraît certain qu'avant le code Napoléon l'interdit pour démence gardait son propre domicile ⁽¹⁾, pour la raison que cela aurait pu changer ses droits, vu la diversité des coutumes.

Notre code, n'ayant pas cet inconvénient à prévoir, a domicilié l'interdit chez son curateur, afin de faciliter la tâche de ce dernier, et parce que c'est réellement chez lui que se trouve le principal établissement de l'interdit.

Si l'interdit meurt sans avoir été relevé, il garde le domicile de son curateur jusqu'à sa mort et c'est là que s'ouvre sa succession, comme nous aurons occasion de le voir.

SECTION 4. — *Domicile des serviteurs et domestiques.* —

33. " Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, ont le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison." Cod. Civ. Art. 84

La loi ici suppose une intention à l'individu. La raison de cette supposition ne me paraît pas concluante.

Le majeur qui travaille habituellement chez un patron, qui demeure dans sa maison, peut bien avoir l'intention d'avoir son domicile ailleurs ; et en fait son établissement principal peut bien être ailleurs ; mais cela ne l'empêche pas d'être domicilié chez son patron. Quoiqu'il en soit, la loi est bien claire dans son énonciation ; il faut dire aussi que celui qui se trouvera dans les conditions de notre article aura généralement l'intention d'avoir son domicile là où il travaille. Mais la règle générale telle que nous l'avons en

(1) Dalloz, rép. de jurispr. vo dem. No. 91.

Article 79 du code, suffisait, et il n'était pas nécessaire de soumettre l'employé domestique à une loi spéciale.

34. Par *personnes qui servent ou travaillent habituellement chez autrui*, il faut entendre non seulement les domestiques ou ceux qui sont attachés plus spécialement à la personne du maître, mais encore tous ceux qui sont à l'emploi d'un autre, comme, par exemple, les commis, les clercs, les intendants, les instituteurs, lorsqu'ils ont le vivre et le couvert chez leur patron.

Celui qui logerait v. gr. chez son patron et qui prendrait ses repas ailleurs, garderait toutefois son domicile là où il travaille, ⁽¹⁾ car il *demeure* chez son patron; c'est là qu'il doit garder ses titres, ses papiers de famille, en un mot tout ce qui donne le domicile.

Mais que penser du cas du père de famille qui a logis et nourriture chez son patron et qui garde sa famille dans un autre endroit? Neuf fois sur dix cet employé aura l'intention de faire son principal établissement là où sont sa femme et ses enfants, et non là où il travaille. Le juge Loranger ⁽²⁾ dit que c'est dans sa famille que cet employé aura son domicile. Cette décision, conforme peut-être à l'esprit du titre du code qui traite le domicile, ne paraît pas rencontrer la lettre de notre article qui, lui, ne fait aucune distinction. Dès qu'un majeur travaille habituellement chez autrui, il y a son domicile, s'il *demeure dans la même maison* que la personne qu'il sert.

Le fermier ne peut pas être compris au nombre de ceux qui *travaillent pour autrui* ⁽³⁾. Il travaille pour son propre

(1) Loranger 1, p. 461, No. 347.

(2) Vol. 1, p. 462, No. 347.

(3) Dalloz. j. g. art. 109, No. 3; Marcadé, V. 1, No. 326 (bis).

compte. Son contrat est une espèce de louage, et s'il rapporte un bénéfice quelconque à son propriétaire ce n'est qu'incidemment ⁽¹⁾.

35. La femme mariée en service, même si elle loge chez son patron, garde le domicile de son mari, car elle n'a aucune capacité pour avoir un domicile distinct.

Il faudrait décider de même que le majeur interdit pour démence, qui serait dans les conditions voulues par notre article, conserverait néanmoins le domicile de son curateur ⁽²⁾. Autrement il faudrait dire que notre code se contredit d'un article à l'autre.

CHAPITRE III.

Domicile de fait.

SECTION 1. — *Domicile ordinaire.* — 36. C'est celui de l'article 79 du code. Nous l'avons suffisamment étudié au chapitre du domicile en général. Il n'est pas nécessaire d'y revenir.

SECTION 2. — *Domicile des fonctionnaires.* — 37. "Celui qui est appelé à une fonction publique temporaire ou révocable conserve son domicile, s'il ne manifeste l'intention contraire. Cod. civ. art. 82.

Cet article est la reproduction de l'art. 106 du Code Napoléon. Ce dernier (art. 107.) ajoute que l'acceptation de fonctions conférées à vie emportera translation immédiate du domicile. Nos codificateurs ont omis cet article

(1) Loranger 1, p. 462, No. 347.

(2) Dalloz]. g. art. 109, Nos 4 et 5.

107, parce que, disent-ils, la règle qu'il énonce est comprise dans l'article 79 (1).

Cette omission rend inutile notre article 82. Au Code Napoléon où les fonctionnaires à vie ont un domicile spécial il peut être utile de dire que ceux qui acceptent une fonction temporaire ne perdent pas leur domicile. Mais ici, si le fonctionnaire à vie est soumis à la loi générale, à plus forte raison le fonctionnaire révocable doit-il l'être.

Cet article 82 aurait pu être omis.

38. Les fonctions publiques dont nous avons à nous occuper sont celles qui sont conférées par l'Etat.

Il serait facile de faire une distinction entre la fonction publique et l'emploi public. La fonction publique est celle qui laisse une certaine discrétion à son titulaire ; ainsi la place de juge serait une fonction. L'emploi public au contraire ne laisse aucune discrétion à son titulaire. L'employé public fait ce qu'on lui dit de faire, et c'est tout.

Mais nos codificateurs n'ont pas fait cette distinction, les commentateurs ni la jurisprudence ne l'ont pas faite non plus, et on s'accorde à mettre sur le même pied la fonction et l'emploi publics.

Par *temporaire* notre article entend la fonction conférée pour un temps déterminé ; par *révocable*, celle que l'autorité peut enlever à volonté, telles sont les fonctions dont les titulaires sont nommés *sous bon plaisir*. La plupart de nos fonctions publiques sont révocables, et le juge Loranger dit qu'il ne connaît que les fonctions de juge qui soient conférées à vie (1).

(1) Rapp. des codificateurs p. 165 et 166.

(1) V. I, p. 432. No. 324. Jugé en France que les évêques sont des fonctionnaires à vie qui ont leur domicile dans leur diocèse, même s'ils résident ailleurs. Bioche 3, vo. dom., Nos. 37 et suiv.

Il faut dire que généralement le fonctionnaire à vie aura son domicile là où il exerce ses fonctions, mais cela ne peut être posé comme règle, ainsi que nous l'avons vu.

SECTION 3.—*Domicile de succession.*—39. Nous avons vu que l'un des effets du domicile était de déterminer le lieu d'ouverture des successions. C'est l'article 600 du code civil qui pose la règle : " Le lieu où s'ouvre la succession, dit-il, est déterminé par le domicile."

C'est pour favoriser les parties intéressées que cette loi a été introduite. Il fallait déterminer quel tribunal aurait droit de juger en matière de succession pour que l'on sût où s'adresser et afin d'éviter des frais. Le *domicile* dont il est parlé dans l'article est celui du défunt. On l'a choisi comme lieu d'ouverture de la succession parce que c'est là que se trouveront, le plus souvent, les documents, les papiers, les titres concernant la succession, et généralement aussi les biens du défunt.

C'est donc, pour ainsi dire contre la succession, que ceux qui ont des droits à exercer contre le défunt, agiront. La succession constitue une sorte de personne morale domiciliée dans l'endroit où est mort le défunt.

Le droit romain n'avait pas de loi uniforme établissant le lieu d'ouverture des successions, mais il paraît bien établi qu'en général, elles étaient régies par le droit du domicile qu'avait le défunt au moment de son décès ⁽¹⁾. On trouve au code la loi suivante : "*Illic ubi res hereditarias esse proponis, heredes in possessionem rerum hereditariarum mitti postulandum est. Ubi autem domicilium habet qui convenitur, vel si ibi, ubi res hereditariae sitae sunt, degit, hereditatis erit controversia terminanda* ⁽²⁾."

(1) Savigny, 8, p. 291.

(2) L. 3, tit. 20. *Lex unica.*

D'après Ferrière, dans l'ancien droit " les successions mobilières se règlent par la coutume du lieu où le défunt avait son domicile avant le jour de son décès. A l'égard du partage des immeubles d'une succession, il ne se règle point en France coutumière suivant la coutume du domicile du défunt, ni celle du domicile de l'héritier, mais suivant la coutume des lieux où les héritages sont situés " (1).

Notre droit n'a plus cette distinction qui n'aurait pas non plus sa raison d'être, vu l'uniformité de notre loi.

Quelque longtemps que le défunt ait habité sa dernière résidence, ce n'est pas là que s'ouvrira sa succession, s'il n'y avait pas son domicile (2).

40. La succession du mineur s'ouvrira au lieu du domicile du tuteur, et non à son domicile d'origine. Celle de l'interdit au lieu du domicile du curateur, celle de la femme mariée au lieu du domicile du mari.

41. Peut-il se présenter des cas dans lesquels le défunt n'aurait pas de domicile connu, et alors où pourrait-on agir contre la succession ? Le cas, pour être excessivement rare, peut toutefois se présenter : Voici comment Demolombe le résout : La succession s'ouvrira " au lieu de la résidence remplaçant le domicile. Mais si la résidence elle-même n'avait aucun caractère de fixité, et ne pouvait pas raisonnablement déterminer le lieu d'ouverture de la succession ? Bien plus s'il n'y avait plus du tout de résidence en France ? C'est, par exemple, un individu, né en pays étranger, de parents depuis longtemps éloignés de la France ; cet individu, né de parents français est par conséquent français

(1) Vo. domicile.

(2) Dalloz j. g. art. 110, §§ 4 et 5.

lui-même ; mais il est né, il a vécu, il est décédé en pays étrangers ; il laisse des biens immeubles même situés en France. Où sa succession s'ouvrira-t-elle ? " On pourrait, dit-il, adoptant la théorie romaine, telle qu'on la trouve au digeste Liv. 5, tit. 1, L. 52, § 3, dire que ce sera au lieu où se trouve la plus grande partie de l'hérédité. Mais comment encore déterminer ce dernier lieu ? " J'aimerais mieux, continue-t-il, dire dans ce cas, que s'il n'y a qu'un seul héritier, c'est devant le tribunal de son domicile que toutes les demandes devront être portées (ce qui ne souffre pas de difficultés) ; et que s'il y a plusieurs héritiers, la demande sera portée devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix de celui qui se constituera le premier demandeur" (1). C'est exactement la reproduction de la loi portée à l'article 39 du code de procédure qui dit : " Dans les matières de succession, l'assignation est donnée devant le tribunal du lieu de l'ouverture de telle succession, si elle s'ouvre dans le Bas-Canada, sinon devant celui du lieu où sont situés les biens, ou celui du domicile du défendeur, ou de quelqu'un des défendeurs. "

SECTION 4.—*Domicile des corps juridiques.*—42. Nous entendons par ce terme le domicile de tout corps, société, corporation, n'ayant une personnalité que par une fiction de la loi.

Ce domicile est souvent difficile à déterminer. Notre loi sur le sujet, qui a pris naissance en grande partie dans un autre âge ne répond pas toujours au besoin du moment. Le commerce, les industries se sont développés, des sociétés puissantes se sont formées pour exploiter les chemins de fer, les télégraphes et toutes les autres branches de l'industrie. Ces sociétés font des affaires partout, ont des bureaux

(1) Vol. 1, No. 348.

d'affaires en une infinité d'endroits, et comme un corps juridique n'a pas d'âme et par conséquent pas d'intention, il est souvent difficile de dire où est son principal établissement.

Les corps juridiques sont toutefois soumis aux lois ordinaires du domicile, à moins qu'ils aient une charte d'incorporation le déterminant spécialement.

Leur domicile est donc au lieu de leur principal établissement.

La jurisprudence a même dérogé, en leur cas, à la règle de l'unité du domicile, et elle a donné l'effet du domicile à toutes les résidences où une corporation fait affaires ⁽¹⁾.

Il a été jugé, v. gr. qu'une compagnie de chemin de fer qui traverse deux comtés ou deux districts peut poursuivre dans celui où elle a un bureau d'affaires, quoiqu'elle ait son principal bureau dans l'autre, où demeure ses principaux officiers, son trésorier, etc. ⁽²⁾.

Le domicile juridique n'est pas limité absolument aux bureaux d'affaires. Et on pourrait, je crois, assigner une corporation dans n'importe quel district par un service personnel à son président, secrétaire ou agent. En effet le président personnifie la compagnie, qui se trouve alors à rentrer dans la loi ordinaire ⁽³⁾.

SECTION 5.—*Domicile du paiement.*—43. "Le paiement doit être fait dans le lieu désigné expressément ou tacitement," dit le code à l'article 1152. Il ajoute au troisième alinéa: "Dans tous les autres cas, il doit être fait au domicile du débiteur."

(1) Angel et Ames, vo. residence No. 5.

(2) Angel et Ames, vo residence, §§ 7 et 8.

(3) Id., §§ 8 et 9; C. P. C. art. 61.

C'est le domicile de cet article que nous appelons *domicile du paiement*.

Le paiement n'est dû au domicile du débiteur qu'au cas où un autre lieu n'a pas été convenu. Même alors, on pouvait en droit romain, exiger le paiement ailleurs, v. gr. au lieu du contrat, ⁽¹⁾ comme on le peut dans notre droit pour les corps déterminés.

Le législateur a fixé le lieu où le paiement doit se faire, pour prévenir les injustices auxquelles le débiteur pourrait être exposé. Et l'article a un intérêt pratique pour lui en ce que si v. gr., il est poursuivi avant que demande de paiement ne lui ait été faite au lieu voulu, il peut se libérer des frais, en consignat en cour le capital, alléguant qu'aucune demande de paiement ne lui a été faite ⁽²⁾. Il ne pourrait pas se contenter de plaider défaut de mise en demeure, sans offrir le montant, car une action est une mise en demeure ⁽³⁾.

44. L'indication d'un endroit où le paiement doit être fait comporte élection de domicile auquel le paiement devra être demandé. Si un locataire, par exemple, élit, par le bail, domicile au lieu loué, c'est là que le loyer sera payable, c'est là qu'il faudra le lui demander ⁽⁴⁾.

Il ne faudrait pas conclure de là qu'une simple élection de domicile aux termes de l'article 85 du code civil constitue un domicile où le paiement pourrait être exigé. Les *significations*, les *demandes*, les *poursuites* peuvent y être faites, mais rien en cela n'indique le paiement.

(1) Dig. L. 13, tit. 4, LL 1 et 2.

(2) VIII R. L. 722 ; IX *ibid.* 383.

(3) 22 L. C. J. 101.

(4) 16 L. C. Jurist. 53.

SECTION 6.—*Domicile élu*.—45. “ Lorsque les parties à un acte y ont fait, pour son exécution, élection de domicile, dans un lieu autre que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites qui y sont relatives, peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.” Cod. Civ. art. 85.

Acte dans le sens de cet article signifie l’écrit ou le document qui constate le contrat en question ⁽¹⁾. Peu importe que le document soit authentique ou sous seing privé.

46. Le domicile élu fait-il perdre, pour le contrat pour lequel il est fait, le domicile ordinaire des parties? Non, et on pourrait sur une obligation, v. gr., poursuivre une partie à Québec, si elle y a son domicile, quand même, par l’acte d’obligation, elle aurait élu domicile à Rimouski. Notre article dit : “ les significations, etc., *peuvent* être faites au domicile convenu.” Il suit de là qu’on peut toujours s’adresser au domicile réel ⁽²⁾.

Mais si les parties ont convenu formellement qu’elles renonçaient à leur domicile réel, il est clair qu’elles devront s’en tenir à cette convention, et aller devant le tribunal de leur choix. Rien ne s’oppose à ce que le défendeur renonce à son droit d’être poursuivi devant son propre tribunal ⁽³⁾.

47. Celui qui a fait, pour un acte, élection de domicile venant à mourir, cette élection se transmettra à ses héritiers. Celui qui vient à une succession en prend toutes les charges et doit se soumettre à toutes les obligations de son auteur ⁽⁴⁾.

(1) Loranger 1, p. 464, No. 349.

(2) Loranger 1, p. 465, No. 350. Dalloz J. G. art. 111, No. 46.

(3) C. C. art. 13.

(4) Marcadé 1, p. 250, No. 330; c. c. art. 607. “ Les héritiers sont saisis de plein droit... sous l’obligation d’acquitter toutes les charges de la succession.”

48. Toute personne jouissant de ses droits peut élire domicile. C'est d'une que la femme mariée, le mineur l'interdit n'ont pas capacité pour cela. Il leur faudrait une autorisation spéciale ⁽¹⁾.

49. Aucune forme spéciale n'est requise pour l'élection de domicile, mais elle devra être assez clairement désignée car, comme elle est une exception au droit ordinaire, elle ne se présume pas ⁽²⁾. L'acte d'élection sera toujours interprété limitativement ⁽³⁾.

Les tiers ne peuvent se prévaloir d'une élection de domicile, et on ne pourrait pas la leur opposer, car elle n'a d'effet que pour les parties pour lesquelles elle a été faite ⁽⁴⁾.

Le code de procédure exige, en certains cas, une élection de domicile. Nous traiterons ce sujet quand nous parlerons du domicile en procédure.

SECTION 7. — *Domicile quant au mariage.*—50. C'est le lieu où doit se faire la publication des bans et où le mariage doit être célébré, à moins de dispenses accordées par l'autorité compétente.

La loi pour prévenir la fraude, l'erreur et l'injustice, a voulu rendre le mariage public. A cette fin, elle a ordonné qu'il fut publié; et comme c'est surtout dans l'endroit qu'elles habitent que les personnes sont connues, c'est là que doit se faire la publication des bans ⁽⁵⁾.

“ Si le domicile actuel des futurs époux, n'est pas établi par une résidence de six mois, au moins, les publications

(1) Dalloz. J. G. art. 111, Nos. 3 et 5.

(2) Aubry et Rau. I, p. 587, § 146.

(3) Dalloz. J. G. art. 111, No. 43.

(4) Id., No. 66.

(5) C. C. art. 130.

doivent se faire en outre au dernier domicile qu'ils ont eu dans le Bas-Canada." Cod. Civ. art. 131.

"Ce domicile n'a rien de commun avec le domicile ordinaire, il s'établit par la durée de la résidence, sans intention de principal établissement. " Le domicile, quant au mariage, dit l'article 63, s'établit par six mois d'habitation continue dans le même lieu."

L'article 131 dit : "Si le domicile n'est pas établi par six mois, etc." Il crée une exception qui nous indique quelle est la règle générale : c'est que si on a un domicile régulier c'est là que doivent se faire les publications.

Cet article 131 ne se trouve pas au code Napoléon. Cette omission donne lieu à une difficulté assez grave. Celui qui n'a pas six mois *d'habitation continue* ⁽¹⁾ se trouvant dans l'impossibilité d'avoir les publications voulues, peut être forcé de retarder son mariage.

Notre article 131 comble cette lacune.

51. Si les deux futurs époux n'ont pas le même domicile, où doivent alors se faire les publications ? au domicile de chacun d'eux. Cela résulte clairement des articles 130 et 131 du Code. Le premier dit que les publications devront se faire *dans l'église à laquelle appartiennent les parties*. Le second dit que les publications devront se faire en outre au dernier domicile *qu'ils ont eu dans le Bas-Canada*." D'ailleurs, prétendre le contraire serait évidemment s'éloigner de l'esprit de notre loi qui a pris tous les moyens pour donner la publicité au mariage.

52. Les publications devront se faire en outre au *dernier domicile* ? Qu'entend-on par ce mot *dernier domicile* ?

(1) C. N. 74.

Evidemment le dernier endroit où les parties ont demeuré six mois. Si la dernière résidence dans un endroit n'a pas duré les six mois voulus, il faudra remonter à la dernière résidence régulière ⁽¹⁾. Puisque le législateur a voulu que le mariage fut public, c'est à l'endroit où l'on pourra avoir le plus de renseignements qu'il faut publier. Or, cet endroit, il le détermine, c'est un domicile créé par six mois de résidence.

53. Le domicile quant au mariage de ceux qui sont sous puissance d'autrui est soumis à une loi particulière. Il se trouve, pour la publication, au lieu de la résidence de six mois et au lieu du domicile de ceux sous la puissance de qui ils se trouvent d'après l'article 133. Cette règle a été introduite pour sanctionner les articles qui disent que les personnes sous puissance, habiles à contracter, devront avoir le consentement des personnes dont elles dépendent pour pouvoir contracter légalement ⁽²⁾.

Mais que faut-il penser du cas où le tuteur ou la personne dont le consentement est requis, n'a pas de domicile dans la province ? Si, par exemple, le tuteur demeure aux Etats-Unis ? Nos lois n'ont pas force en pays étranger, et il serait impossible de faire faire les publications au domicile du tuteur. En ce cas les parties retomberont sous le coup de l'article 132, et il incombera au ministre le devoir de s'assurer qu'il n'existe aucun empêchement.

54. Le mariage du mineur doit être publié au domicile de ses père et mère, mais s'ils sont séparés de corps et s'ils n'ont pas le même domicile ? Il est suffisant en ce cas de publier les bans au domicile du père, qui reste quand

(1) Loranger t. 2, art. 131.

(2) C. C. arts 119, 120, 121, 122.

même le chef de la famille, et dont le consentement suffit ⁽¹⁾ pour rendre le mariage régulier dans le cas où la mère n'y consentirait pas.

55. Le mineur émancipé ne peut contracter mariage sans le consentement de son curateur ⁽²⁾, ses bans devront donc aussi être publiés au domicile de ce dernier.

56. L'enfant naturel mineur ne peut se marier sans le consentement d'un tuteur *ad hoc* ⁽³⁾. C'est au domicile de ce dernier que devront *en outre* se faire les publications. Si cet enfant naturel avait un autre tuteur ordinaire il n'y aurait pas lieu de publier à son domicile, car il n'a aucun pouvoir pour donner consentement au mariage.

57. Où le mariage doit-il être célébré ? Au lieu du domicile de l'un des époux, dit l'article 63. Sinon, le fonctionnaire est tenu de vérifier l'identité des parties. On voit donc qu'il n'est pas absolument nécessaire que le mariage soit célébré au domicile de l'un des époux.

58. — Le fonctionnaire qui dresse l'acte de mariage doit y indiquer quel est le domicile des époux ⁽⁴⁾, afin qu'ils soient bien identifiés.

(1) Art. 119.

(2) Art. 122.

3) Art. 121.

(4) C. C. art. 65

TITRE II.

(PROCÉDURE CIVILE)

CHAPITRE PREMIER.

Préliminaires.—Nous avons déjà noté en passant les effets du domicile en procédure civile. Nous allons maintenant expliquer ces effets avec plus de détail. Nous verrons en premier lieu en quoi le domicile peut affecter les parties à un procès. En second lieu, comme en certains cas la procédure fixe ou requiert élection de domicile, nous examinerons quels sont ces cas et quelle loi les régit.

SECTION 1.—*Du domicile quant aux parties à un procès.*

59. En règle générale, le défendeur peut toujours être poursuivi devant le tribunal de son domicile, et en bien des cas, il doit l'être, à moins qu'il ne soit assigné personnellement dans un autre district.

Comme le droit romain, notre droit a voulu protéger le débiteur contre son créancier. Ce dernier, pour nuire au défendeur, aurait pu le traîner devant des tribunaux éloignés et lui faire payer des frais considérables.

On peut dire que, généralement, un défendeur ne peut pas se plaindre s'il a été assigné devant le tribunal de son domicile. Il y a plusieurs cas dans lesquels il peut être assigné devant un autre tribunal, mais alors on accorde un privilège au demandeur, qui peut, par exemple, si son débiteur, domicilié à Québec, lui doit pour une cause d'action qui a pris naissance à St-Thomas, le poursuivre indifféremment à Québec ou à St-Thomas. On modifie en sa faveur l'ancienne règle : "*Actor sequitur forum rei.*"

60. Le défendeur peut être assigné devant le tribunal de son domicile en matière purement personnelle, dit le code de procédure à l'article 34. Par action personnelle on entend, suivant Mourlon, celle "par laquelle un créancier demande que son débiteur exécute son obligation ⁽¹⁾." Telle serait une action sur prêt, sur compte.

Dans toute action réelle ou mixte, le défendeur peut aussi être assigné devant le même tribunal (C. P. C. art. 37). L'action *réelle* est celle par laquelle le créancier demande une chose sur laquelle il a un droit réel. Telle est, v. gr., l'action hypothécaire ⁽²⁾.

L'action mixte est celle par laquelle le créancier demande une chose dont il est créancier et propriétaire, telle serait, v. gr., l'action en résolution d'un contrat translatif de propriété ⁽³⁾.

61. Il y a des cas d'exception, où l'on ne peut pas assigner le défendeur à son domicile.

Par l'article 38 du code, en matière réelle, s'il y a plusieurs défendeurs qui résident dans différentes juridictions, "ils doivent être assignés devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige."

Si donc, dans une action réelle dans laquelle il y a plusieurs défendeurs, l'un d'eux était assigné devant son propre tribunal au lieu de l'être devant celui de l'objet en litige, il pourrait s'en plaindre, parce que, *ratione personae*, ce tribunal n'a pas juridiction pour le juger.

Pour favoriser les fins de la justice et pour éviter des frais, dans les actions en garantie et celles en reprise d'ins-

(1) Répétition sur le Code de Procédure, p. 42, No. 81, § 4.

(2) Mourlon Rép. sur C. P., p. 42, No. 81, § 4.

(3) Mourlon *ibid.* et p. 56.

tance, les défendeurs sont assignés au lieu où la demande principale a été portée, quelque soit leur domicile. Cod. Pr., art. 40.

62. Dans toute demande en séparation soit de corps et de biens, ou de biens seulement, dit l'article 35, l'assignation doit être donnée devant le tribunal du domicile de l'époux. C'est dire que ces actions suivent la règle générale ; car, en ce cas, les deux parties ont le même domicile, celui du mari.

Un jugement en séparation obtenu devant un autre tribunal serait absolument nul, car la loi est rigoureuse et doit être interprétée dans son sens le plus étroit (1).

Dans les oppositions au mariage il faut aller devant le tribunal du domicile de celui des époux au mariage duquel on s'oppose. Ce dernier occupe réellement dans l'opposition la place d'un défendeur dans une instance ordinaire. Il n'est que juste que l'on aille devant son tribunal. Mais, comme en ces procédures, il faut de la célérité, on peut porter sa plainte aussi au tribunal du lieu où doit se célébrer le mariage (2).

63. Quelles formalités, quant au domicile, doivent être remplies, pour rendre une assignation régulière ? "Le bref, dit l'article 49, doit contenir les noms, occupation ou qualité et domicile du demandeur, et les noms et la résidence actuelle du défendeur."

Il suffit pour les corps incorporés d'indiquer dans le bref le lieu du principal établissement. (C. P. C. art. 49).

(1) 8 R. L. 105 ; 3 L. C. J. 284 ; 9 L. C. R. 344.

[2] C. C. art. 145.

On exige l'indication du domicile ou de la résidence actuelle des parties, afin qu'elles soient bien identifiées et pour qu'il n'y ait pas d'erreur de personnes. Comme le demandeur ne peut pas ignorer où se trouve son propre domicile, on lui fait une obligation de le mentionner correctement. Mais il peut bien ignorer où le défendeur est domicilié, c'est pourquoi il peut se contenter d'indiquer sa résidence actuelle. Toutefois il a été décidé dans une cause de Martel contre Sénécal qu'une action dont le bref d'assignation contient le *domicile* du défendeur, au lieu de sa *résidence actuelle*, sera déboutée sur exception à la forme ⁽¹⁾. Il me semble que notre article, en disant que l'on indiquera la résidence actuelle, ne fait que donner un privilège au demandeur, qui pourrait être souvent trompé par les apparences, si on exigeait qu'il mentionnât le domicile réel. Exiger l'indication de la résidence actuelle dans le sens le plus strict, serait, dans nombre de cas, rendre toute poursuite impossible. Une foule de personnes que leur occupation oblige à résider, tantôt ici, tantôt là, ne pourraient jamais être poursuivies, parce qu'il serait impossible de désigner leur résidence *actuelle*.

L'article 57 semble corroborer ce raisonnement. Il dit que la signification sera faite au domicile ou au lieu de la résidence ordinaire du défendeur. Si la signification au domicile ou à la résidence est facultative, pourquoi l'indication du domicile ou de la résidence ne le serait-elle pas ?

64. Le domicile actuel du demandeur doit être indiqué par l'huissier dans son procès verbal de saisie mobilière. (Art. 560, C. P. C.) C'est afin de favoriser le débiteur que l'on a établi cette règle, on veut qu'il puisse facilement trouver son créancier, au cas où il voudra

(1) 22 L. C. J. 107 C. C. Plamondon, J.

acquitter sa dette. On a été jusqu'à décider que le défaut par l'huissier d'indiquer le domicile n'emporte nullité qu'en autant que le défendeur allègue et prouve qu'il a fait des démarches pour trouver son créancier dans un but utile (1).

65. Le bref, une fois dressé doit être signifié. En quel lieu le sera-t-il ? " Au défendeur en personne, ou à son domicile, ou au lieu de sa résidence ordinaire en parlant à une personne raisonnable faisant partie de sa famille." A défaut de domicile à son bureau d'affaires s'il en a un. (C. P. C. art. 57.)

Une signification au domicile serait insuffisante en certains cas, v. gr., si le défendeur a le même domicile que le demandeur, à moins que l'assignation ne soit faite *personnellement*.

Il peut arriver qu'une signification au domicile, sans être complètement nulle soit insuffisante : ainsi on ne pourrait avoir jugement par défaut contre un tiers-saisi qui n'aurait pas été assigné personnellement (2).

66. Afin que le défendeur soit en demeure, dans le cas de saisie immobilière, le shérif ou son officier doit laisser un exemplaire du procès-verbal de saisie au saisi lui-même ou à son domicile réel ou légal. (C. P. C. art. 638 § 4).

En ce cas, laisser un exemplaire à la résidence ordinaire serait irrégulier, car l'article est bien formel, il dit *au domicile réel ou légal*.

Par domicile légal on entend ici le domicile élu par la partie, ou fixé par la loi.

(1) 6 Rev. Lég. 642.

(2) C. P. C. art. 615.

SECTION 2.—Elections de domicile requises ou fixées par la loi.

67. La loi en certains cas dit où sera le domicile. "Toute partie qui comparait en personne, dit l'article 87, est réputée.....avoir élu domicile au greffe, etc.

Mais que faudrait-il penser du cas où un défendeur comparaissant en personne se choisirait, par sa comparution, un domicile dans un rayon d'un mille du tribunal ? Je crois que cette élection de domicile serait valide et que l'article 84 n'a été introduit que pour prévoir le cas où il n'y aurait pas telle élection. Si le défendeur se choisissait un avocat, ce dernier pourrait se choisir un domicile, rien n'empêche que le défendeur s'en choisisse un pour lui-même.

"Si la partie depuis le commencement de l'instance a laissé le Bas-Canada, ou n'y est pas domiciliée, tout ordre, avis ou autre pièce de procédure peut lui être signifié au greffe comme étant son domicile légal " (1).

67 (bis) Dans les saisies immobilières d'après l'article 639, le saisissant est censé élire domicile au bureau du shérif.

68. La loi exige élection de domicile : 1° de la part des avocats et procureurs : 2° dans les oppositions.

1° Les avocats sont tenus d'élire domicile dans un rayon n'excédant pas un mille de la bâtisse où siège le tribunal, et de le faire enregistrer, ainsi que tout changement qui peut y survenir, au greffe dans le registre tenu à cet effet.

A défaut de telle élection de domicile, ou de l'enregistrement de cette élection, ou de tout changement de domicile,

(1) Art. 84, C. P. C.

les procureurs sont censés avoir élu domicile au greffe du tribunal." (C. P. C. art. 85).

Les articles 1069 et 1139 étendent les dispositions de cet article à la Cour de Circuit appellable et à la Cour du Banc de la Reine. Et comme la troisième règle de pratique de la cour de circuit ⁽¹⁾ d'où l'article 1069 a été tiré, est encore en force, en autant qu'elle n'a pas été abrogée et qu'elle ne fait aucune distinction entre la cour de circuit appellable, et la cour de circuit non-appellable, il suit que l'article 1069 s'applique aussi à cette dernière.

Toute pièce de procédure qui doit être signifiée peut l'être valablement à ce domicile élu de l'avocat. Et ce dernier est tenu d'y avoir quelqu'un pour le représenter ².

2° Dans les oppositions.—Les oppositions afin d'annuler, ⁽³⁾ afin de distraire, ⁽⁴⁾ afin de conserver, ⁽⁵⁾ la tierce opposition, ⁽⁶⁾ la requête pour révision mentionnée en l'article 484, ⁽⁷⁾ doivent contenir une élection de domicile, dans un rayon d'un mille du palais de justice ⁽⁸⁾.

Le code n'applique cette règle aux oppositions afin d'annuler, afin de distraire, que lorsqu'elles sont faites aux saisies mobilières. Il ne dit pas que les oppositions aux saisies immobilières devront contenir telle élection.

(1) Elle se lit comme suit : Tout avocat élira son domicile dans la circonscription d'un mille du palais de justice, à défaut de ce faire, il sera considéré avoir élu son domicile au bureau du greffier.

(2) 13 L. C. J. 139. C. S. : Il a été décidé qu'une signification personnelle faite à l'avocat nulle part qu'à son domicile élu, serait valide. 22 L. C. J. 279. C. S. McCullum & Harwood.

(3) C. P. C. 583.

(4) Ibid.

(5) 722. C. P. C.

(6) 511. C. P. C.

(7) 495. C. P. C.

(8) 5 R. L. 473.

La quatre-vingt septième règle de pratique exige élection de domicile dans toute opposition qui n'est pas faite par le ministère d'un avocat ⁽¹⁾. D'où il suit qu'une opposition à une saisie immobilière devra contenir élection au moins en ce cas. Et si elle est faite par un avocat ? L'usage constant est d'élire domicile dans toute opposition ; il est plus prudent de le faire, mais il n'y a pas de loi positive obligeant un avocat qui fait une opposition à une saisie immobilière, à faire une élection spéciale de domicile pour son client.

Ce que nous venons de dire des oppositions aux saisies immobilières peut s'appliquer aux oppositions aux charges imposées sur la propriété, aux oppositions aux mariages, aux oppositions en sous-ordre ⁽²⁾.

C'est pour conserver à la procédure son unité, et pour protéger les demandeurs et les défendeurs que l'on oblige l'opposant à faire élection de domicile dans un rayon d'un mille. Il se trouve, à ce point de vue, dans la position du garant et de celui qui reprend l'instance, qui doivent aller devant le tribunal de l'action principale.

(1) I am of opinion (dit le juge en chef Bowen) that by our statute law, no election of domicile is necessary in an opposition filed through the ministry of an attorney of this district. 8 L. C. R. 480. Murphy & Moffat & Levy. C. C. 1858

(2) La 87ème règle de pratique se lit comme suit : Toute opposition faite sans le ministère d'avocat de cette cour, qui ne contiendra pas une élection de domicile de la part de l'opposant, à quelque maison habitée, dans la circonscription d'un mille du palais de justice, ne sera reçue ni produite.

APPENDICE

Du domicile quant au mariage en droit ecclésiastique ⁽¹⁾.

I. D'après l'article 129 du code civil, "aucun fonctionnaire ne peut être contraint à célébrer un mariage contre lequel il existe quelque empêchement, d'après les doctrines et croyances de sa religion et la discipline de l'église à laquelle il appartient."

Cette disposition de la loi découle naturellement de la liberté des cultes dont nous jouissons en ce pays. Nous allons voir sommairement quelles lois régissent les fonctionnaires catholiques sur le domicile quant au mariage.

Les canonistes distinguent le domicile et le quasi-domicile.

Le premier est "le lieu où une personne habite avec l'intention d'y demeurer toujours." ⁽²⁾

Le second est "l'habitation dans un lieu avec l'intention d'y demeurer pendant la majeure partie de l'année, ou au moins pendant six mois."

II. "Deux choses sont donc requises pour constituer un véritable domicile. 1° Le fait de l'habitation, ou *l'habitation matérielle*. 2° L'intention de demeurer toujours ou *l'habitation formelle*."

(1) Je ne fais que citer les auteurs et les autorités sur la question, sans faire de commentaires parce que je ne me sens pour cela ni disposition ni qualité. J'ai seulement voulu compléter mon travail. La question du domicile quant au mariage peut seule avoir quelque intérêt dans un travail comme celui-ci.

(2) M. T. Labrecque, Ptre. J. C. D., cas du mois de juillet, 1883, et les autorités y citées. Comme ce travail est manuscrit, j'ai fait reviser par l'auteur lui-même les citations que je lui ai empruntées.

“ Le droit ne détermine pas le temps de l’habitation nécessaire pour constituer le fait de l’habitation. Il faut donc surtout examiner l’intention qu’a quelqu’un de demeurer toujours dans le lieu où il dit se choisir domicile. D’où l’on peut conclure que du moment qu’une personne a l’intention de demeurer toujours dans un lieu, elle y acquiert un vrai domicile.”

“ Si l’intention n’est pas suffisamment manifestée, le droit donne deux règles pour la reconnaître ou la présumer : 1° le fait de l’habitation continuelle dans un lieu pendant l’espace de dix années fait présumer l’intention de demeurer toujours dans un lieu. 2° la translation de tous ses biens, ou de la majeure partie de ses biens, fait de même présumer l’intention ⁽¹⁾.”

Comme on le voit, les principes généraux du droit canon sont à peu près les mêmes que ceux du droit romain.

D’après notre code, une habitation de dix années dans un endroit ne ferait pas présumer le domicile, s’il n’y a pas en même temps intention de principal établissement. Mais nous avons vu qu’en droit romain l’étudiant qui habitait la même ville dix années consécutives, y acquérait domicile ⁽²⁾.

Notre code n’admet pas de quasi-domicile ; mais la définition que notre loi donne du domicile quant au mariage, comprend le quasi-domicile quant au mariage du droit canonique : “ Le domicile, quant au mariage, s’établit par six mois d’habitation continue dans le même lieu ” ⁽³⁾.

(1) Labrecque, *Loc cit.*

(2) Constitution d’Adrien.

(3) C. C. Art. 63.

III.—*Effets du domicile.*—Le domicile et le quasi-domicile ont pour effet de déterminer : 1° Le lieu où les publications doivent être faites ; 2° Le lieu où le mariage doit être célébré ; 3° La personne qui doit le célébrer.

1° Les publications doivent être faites dans l'église paroissiale des contractants. Par église paroissiale on entend l'église du domicile actuel ⁽¹⁾.

Si donc les époux ont un domicile différent, ils devront se faire publier à l'église de leur domicile respectif, ou à l'église de leur quasi-domicile suivant le cas ⁽²⁾.

Si les époux ont un domicile à peu près égal en deux endroits, les publications doivent se faire dans chacun de ces endroits ⁽³⁾.

Ce dernier cas ne pourrait pas se présenter en droit civil, notre code ayant proclamé l'unité du domicile, en disant qu'il est au lieu du *principal* établissement.

Si quelqu'un, outre son domicile, a un quasi-domicile ailleurs, on doit faire les publications dans la paroisse du quasi-domicile ⁽⁴⁾.

2° C'est dans l'église paroissiale, c'est-à-dire, dans l'église du domicile des contractants, ou de l'un d'eux que le mariage doit être célébré.

“ Quand un particulier, dit Gousset, a deux domiciles
“ différents, c'est dans la paroisse où il passe la plus grande
“ partie de son temps qu'il doit être marié : S'il demeure à
“ peu près autant de temps dans l'une que dans l'autre
“ paroisse ; s'il fait dans celle-ci comme dans celle-là ce

(2) Konings, No. 1536.

(1) Konings, No. 1536.

(3) Id.

(4) Konings No. 1536.

“ qui annonce un vrai domicile, il est libre de se marier dans celle des deux qu'il voudra. Lorsqu'une maison est située sur le territoire de deux paroisses, elle est censée être en entier dans la paroisse sur laquelle est la principale porte ” (1).

3° Le mariage doit être célébré par le curé du domicile (ou quasi-domicile) de l'un des époux ou par un prêtre délégué par qui de droit (2).

IV.—Pour assurer la publicité du mariage, le droit canonique, pour certains cas, a des lois particulières.

(a) La publication du mineur se fait au domicile de fait, où il habite actuellement et aussi au domicile de droit où se trouvent ses parents ou tuteurs (3).

(b) Les soldats doivent se faire publier 1° à l'endroit où ils se trouvent en garnison et 2° au domicile de leurs parents s'ils sont mineurs ; s'ils sont majeurs à l'endroit où ils habitaient avant de devenir soldats (4).

Dans notre droit civil, le soldat majeur en garnison dans un endroit pendant six mois, y acquerrait quant au mariage un domicile où les publications pourraient être faites valablement, sans qu'il fut nécessaire de publier aussi au dernier domicile.

(c) Quant aux étrangers et aux vagabonds (vagi), ils doivent se faire publier au domicile de fait, et à l'endroit de leur origine, s'ils n'ont pas acquis ailleurs un véritable domicile ou au moins à l'endroit où ils sont restés plus longtemps (5).

(1) Vol. 2, No. 828, p. 559.

(2) Id.

(3) Konings, No. 1537. Même règle que celle de notre code à l'art. 133.

(4) Id.

(5) Konings No. 1537.

PROPOSITIONS

L'héritier est saisi de la possession sans aucune appréhension de fait.

L'héritier est saisi, non seulement de ce qui lui échet directement, mais encore des parts qui lui accroissent.

Le seul fait de l'absence ne fait pas perdre le domicile.

Le mineur qui travaille habituellement chez un patron, chez qui il a le logis et le couvert, conserve son domicile chez ses père, mère ou tuteur.

S'il y a plusieurs défendeurs à une action réelle, et s'ils ne sont pas assignés au tribunal du lieu où est situé l'objet en litige, ils doivent s'en plaindre par exception déclinatoire : le juge n'est pas alors incompétent de plein droit.

Celui qui permet que l'on fasse élection de domicile dans sa demeure, se rend par là mandataire et s'oblige à transmettre au mandant les significations qui pourront être faites à ce domicile élu.

L'enfant naturel du mineur, reconnu par son père, à son domicile chez les père, mère ou tuteur de son propre père.

Par " tout individu non résidant dans le Bas-Canada," l'article 29 du code civil entend tout individu qui n'a pas son domicile dans le Bas-Canada.

Le débiteur ne peut se prévaloir du défaut de demande de paiement au domicile élu pour cette fin, s'il ne prouve pas qu'il avait à tel domicile les fonds nécessaires pour acquitter sa dette.

A habitant les Etats-Unis, consent en faveur de B aussi des Etats-Unis, une hypothèque sur un immeuble situé dans le Bas-Canada : l'acte constituant l'hypothèque devra être fait suivant les lois du Bas-Canada.

L'envoyé en possession des biens de l'absent, dont la possession est devenue définitive, est saisi comme l'héritier légitime.

Celui qui est indigne de succéder, est néanmoins saisi ; il existe pour lui une saisine de fait qu'il faut faire disparaître.

Celui qui a pu prévoir l'obstacle de force majeure, et qui a négligé d'en éluder les effets, ne peut pas se libérer en plaidant force majeure.

Dans le cas de l'article 1011 du code civil, c'est celui qui prétend que ce qui a été payé a tourné au profit du mineur, qui doit le prouver.

L'acceptation d'une fonction conférée à vie n'emporte pas de plein droit translation du domicile.

Un tiers peut prouver le contraire d'un acte auquel il n'a pas été partie.

L'inventeur de bonne foi n'est pas coupable de vol, si subséquemment il fait sienne la chose trouvée.

L'homicide est l'acte de tuer un être humain.

Le meurtre est un homicide illégal, commis avec malice préméditée.

Le "manslaughter" est un homicide illégal, commis sans malice préméditée.

Quand le plaidoyer de folie est invoqué, comme excuse pour la commission d'un crime, c'est à celui qui invoque ce moyen à en faire la preuve. Sa présomption est que l'accusé est sain d'esprit.

La vente de la chose d'autrui est valide, en droit romain.

La vente de la chose d'autrui est nulle, d'après notre Code Civil.

Les corporations municipales n'ont d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont accordés par leur charte, ou par nos lois générales.

La lettre de change et la police d'assurance peuvent être cédées par endossement, ou délivrance.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
LE DOMICILE.....	3
PREMIÈRE PARTIE.....	5
CHAPITRE I.....	5
Droit Romain.....	5
Effets du domicile.....	8
Espèces de domiciles.....	10
CHAPITRE II.....	11
Ancien droit français.....	11
Effets du domicile.....	12
Domicile de fait.....	13
Domicile de droit.....	14
DEUXIÈME PARTIE.....	16
TITRE 1 ^{er} (<i>Code Civil</i>).....	16
CHAPITRE I.....	16
Du domicile en général.....	16
Effets du domicile.....	21
Divisions.....	21
CHAPITRE II (<i>Domicile de droit</i>).....	23
Domicile du mineur.....	23
Domicile de la femme mariée.....	25
Domicile du majeur interdit.....	28
Domicile des serviteurs et domestiques.....	29
CHAPITRE III (<i>Domicile de fait</i>).....	31
Domicile ordinaire.....	31
Domicile des fonctionnaires.....	31
Domicile de succession.....	33
Domicile des corps juridiques.....	35
Domicile du paiement.....	36
Domicile élu.....	38
Domicile quant au mariage.....	49
TITRE II (<i>Procédure civile</i>).....	43
CHAPITRE 1 ^{er}	43
Du domicile quant aux parties à un procès.....	43
Elections de domicile requises ou fixées par la loi.....	48
APPENDICE.....	51
PROPOSITIONS.....	55